

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA JOURNAL N° 132
SEPTEMBRE 2022

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Les partisans du F-35 avaient garanti que l'acquisition prévue se déroulerait de manière transparente. Il n'est pas surprenant que cette promesse n'ait pas été tenue, mais la manière dont ils ont réagi aux critiques sur le processus d'acquisition est davantage problématique. PAGE 3

« **Neige noire** » est une chanson des Pussy Riot sortie en 2019, qui dénonce la destruction de l'environnement à laquelle se livre Poutine. En Ukraine, l'armée russe met désormais le feu à des champs de blé dans le cadre de sa tactique de guerre. Aperçu des dégâts. PAGE 4



Plus de 150'000 personnes tuées, 4 millions de personnes déplacées et 20 millions de personnes dépendantes de l'aide humanitaire : tel est le bilan de sept années de guerre civile au Yémen. De nombreux enfants ont par ailleurs été formés comme soldats. PAGE 6

L'INITIATIVE « STOP F-35 » A ÉTÉ DÉPOSÉE !



Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous y sommes enfin : l'initiative Stop F-35 a été déposée ! Grâce à votre engagement, nous avons pu déposer le 16 août plus de 102'000 signatures valables contre le F-35 auprès de la Chancellerie fédérale. Dans ce numéro, nous faisons donc une petite rétrospective de la phase de récolte et du dépôt de l'initiative, et mettons en lumière la procédure démocratiquement discutable du DDPS. Cette acquisition scandaleuse d'avions de combat rappelle l'affaire des Mirage de 1964, à laquelle un article est également consacré.

Après plus de six mois, l'Ukraine est toujours en guerre, avec des conséquences catastrophiques pour d'innombrables personnes. Cette guerre d'agression causée par l'autocrate russe a par ailleurs provoqué des dommages écologiques non négligeables pour la politique environnementale mondiale. Nous évoquons à cet égard les crimes directs de Poutine et leurs conséquences indirectes dans le monde entier.

Aussi absurde que cela puisse paraître, cette terrible guerre génère des profits massifs : les entreprises d'armement ne cessent de se remplir les poches. Au cours des six derniers mois, des armes d'une valeur de plus de 500 millions de francs ont été exportées depuis la Suisse, ce qui représente plus de 30% d'augmentation par rapport à la même période en 2021. L'état de choc qui règne a en outre été largement exploité par le DDPS : en mai, le Parlement a décidé d'augmenter le budget de l'armée de 2 milliards de francs. Au sommaire de ce numéro également : le recrutement d'enfants pour la guerre des rebelles Houthi, qui a déjà fait de nombreuses victimes, et quelques réflexions sur le conflit israélo-palestinien en page 6.

Nous vous souhaitons une lecture instructive et, espérons-le, passionnante !

Anna Lindermeier et toute l'équipe de rédaction

Impressum

Rédaction : Anna Lindermeier, Anja Gada, David Raccaud, Fabio Briante, Josef Lang, Jonas Heeb, Jonas Kampus, Joris Fricker, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Maxime Weissbaum, Oger, Pauline Schneider, Wanda Siegfried, Vanessa Bieri

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSa sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSa, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an** **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili | **Tirage :** 4'800 exemplaires **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

RÉCOLTE DE SIGNATURES

L'initiative sur la bonne voie

Même les mois d'été caniculaires n'auront pas ralenti la récolte de signatures pour l'initiative contre les F-35. Après la longue pause des festivals, concerts et autres événements, les foules étaient d'autant plus grandes. Les gens se sont réunis à beaucoup d'endroits différents – des conditions parfaites pour récolter des signatures. JONAS HEEB

Les fêtes de quartier, les cinémas en plein air ou les grands festivals comme celui du Gurtent à Berne étaient autant des possibilités de se détendre que des endroits idéals pour le GSSa, les Vert-e-s et le PS pour récolter des signatures contre l'achat des F-35. Cela a d'ailleurs été couronné de succès, puisque de nombreuses personnes présentes avaient très envie de signer. En effet, la population veut pouvoir se prononcer sur le plus grand projet d'armement de la Suisse, surtout après la découverte des multiples faux pas de Viola Am-

herd et du DDPS (page 3). Les récolteurs et récolteuses de signatures ont bien vu que les gens ne se sentaient pas pris-es au sérieux. D'ailleurs, les signataires venaient de tous bords politiques.

FORCÉ DE SE DÉPÊCHER

Ajoutons que nous n'avons pas fourni un tel effort en plein été sans raison. Nous aurions certes eu le temps de récolter les signatures jusqu'en mars 2023, mais Viola Amherd nous a forcés-e-s à presser le pas en menaçant de signer

les contrats d'achat en automne déjà, alors que le délai initial de mars 2023 ne posait aucun problème avant l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine. Par conséquent et contrairement à ce que l'on a souvent entendu, nous n'avons pas ralenti le processus, bien au contraire : nous faisons campagne pour une votation populaire nécessaire et sans accroc. Lorsque vous recevrez ce journal, chères lectrices et chers lecteurs, l'initiative contre l'achat des F-35 aura déjà été déposée. Nous espérons fortement que le Conseil fédéral et le Parlement sauront se défaire de leur attitude antidémocratique et que l'achat ne se fera qu'après un vote favorable de la population. En effet, qui sait quelles manigances du DDPS nous découvrirons encore entre temps.

PLUS DE 100'000 SIGNATURES

L'initiative « Stop F-35 » a été déposée !

Le 16 août, le PS, les Vert-e-s et le GSSa ont enfin déposé l'initiative contre l'achat du bombardier furtif F-35 avec plus de 100'000 signatures. Cette phase intense de récolte est à présent terminée, et c'est désormais au Parlement et au Conseil fédéral d'agir. JONAS HEEB

Après moins d'une année, nous avons pu déposer l'initiative Stop F-35 à la Chancellerie fédérale avec plus de 100'000 signatures. Les raisons d'être de cette initiative sont bien connues : le F-35 est trop cher, surdimensionné et sujet à des déficiences techniques. De plus, presque chaque semaine a apporté son lot de contradictions et d'incohérences de la part du DDPS concernant l'acquisition de F-35 – une bonne raison de laisser le peuple voter sur cet achat qui pourrait coûter jusqu'à 25 milliards de francs aux contribuables.

Nous avons fait notre part. Toutefois, bien que nous avions la possibilité de récolter les signatures jusqu'en mars 2023, on nous a accusés-e-s de retarder les choses. Le délai pour signer le contrat d'achat arrivant à échéance le

même mois, nous avons donc uni nos forces et récolté les signatures le plus vite possible. Malheureusement, l'hiver sous pandémie et le fait que Viola Amherd s'immisce dans la récolte de signatures nous ont compliqué la tâche, mais nous avons atteint notre but en moins d'un an.

La balle est maintenant dans le camp du Conseil fédéral et du Parlement. Ce sont eux qui nous ont forcés à nous dépêcher – à eux de rendre possible une votation avant que le délai pour la signature du contrat n'arrive à échéance. Si la volonté politique y est, c'est tout à fait possible.

Par ailleurs, c'est aussi ce que nous attendons après ce qui s'est passé : le processus d'acquisition s'est rapidement accéléré, Viola Amherd nous a appelés à retirer l'initiative et les divers

rapports allant contre les déclarations du DDPS ont donné plus de poids à cette affaire. Pour nous, il reste clair que le peuple doit pouvoir se prononcer sur le plus grand projet d'armement de l'histoire suisse. Et ceci d'autant plus que le processus d'acquisition est si discutable que le Contrôle fédéral des finances et la Commission de gestion ont été priés de l'examiner.

Dépôt sur la terrasse du Palais fédéral. Photo : GSSa



TRAVAIL DE MATURITÉ : « PERDRE MAIS SORTIR VAINQUEUR MALGRÉ TOUT ». L'HISTOIRE DU GSSA

40 ans du GSSa : une histoire riche en événements

Le GSSa a été fondé le 12 septembre 1982 et la Jeunesse socialiste était la force majeure derrière la création du mouvement. En 1981, elle a voulu savoir s'il était possible d'abolir l'armée au moyen d'une initiative populaire. C'est l'initiative sur l'abolition de l'armée qui constitue la base de ce qu'est ensuite devenu le groupe. JORIS FRICKER

La Jeunesse socialiste a décidé pour de bonnes raisons de créer une nouvelle organisation pour traiter de ce sujet, ce qui lui donnait un public plus large, et c'est ainsi qu'est né le GSSa. Le nom prévu pour le mouvement était «Kientaler Gruppe» (Groupe de Kiental), car c'est dans ce village que la réunion inaugurale devait avoir lieu, au même endroit où s'étaient retrouvés-e-s des pacifistes du mouvement de Zimmerwald pour des discussions pendant la Première Guerre mondiale. Finalement, ce n'est pas à Kiental que la cérémonie a eu lieu, car le patron du bistrot du village a annulé l'événement par peur. La rencontre a donc simplement été dé-

placée au restaurant Kreuz à Soleure.

La suite des événements est bien connue : pendant la Guerre froide et dans une Suisse fortement militarisée, le GSSa a réussi à atteindre le score impressionnant de 110'000 signatures. Le groupe a su saisir l'opportunité lorsque le peuple a été appelé à voter sur l'initiative en 1989, une année mythique. Le GSSa a en effet mené une campagne incroyable et a obtenu 35,6% de OUI pour l'abolition de l'armée, signant ainsi l'une des plus grandes humiliations pour cette dernière. Après la votation, d'autres événements importants pour la politique de paix suisse ont suivi. En l'espace record

d'un mois seulement, 500'000 signatures ont été récoltées contre le F/A-18. Le GSSa a également été un acteur majeur dans la forte pression publique qui a mené à l'introduction du service civil. Malheureusement, le mouvement a également dû essuyer des défaites, comme celle de la deuxième initiative sur l'abolition de l'armée en 2001 – les attentats du 11 septembre ayant mis du plomb dans l'aile du mouvement pour cette initiative – ou a encore l'initiative sur l'abolition de l'obligation de servir en 2013 qui n'avait pas obtenu l'approbation d'une grande partie de la population. Les succès de ces derniers temps, le NON au Gripen et le très bon résultat de l'initiative sur le commerce de guerre notamment, ont ouvert l'appétit du groupe. Quarante ans après sa création, le GSSa reste un acteur de poids, plus indispensable que jamais au vu de la guerre en Ukraine ou de l'initiative Stop F-35.

Le travail de maturité «Verlieren und trotzdem gewinnen. Die Geschichte der GSSa» est disponible uniquement en allemand et peut être demandé à joris.fricker@bluewin.ch.

ACQUISITION DES F-35 ?

On préfère les avions de chasse à la démocratie

Les défenseurs et défenseuses des avions de chasse avaient promis que l'acquisition se ferait de façon transparente et compréhensible. Il n'est pas surprenant que cette promesse n'ait pas pu être tenue. Ce qui nous surprend, toutefois, c'est la façon dont celles et ceux qui soutiennent l'acquisition réagissent. MARTIN PARPAN

Dans un rapport, le contrôle fédéral des finances (CDF) montre que l'acquisition prévue des avions de chasse est associée à un risque financier bien plus élevé que celui communiqué par le DDPS. Dans une démocratie qui fonctionne, les organes de surveillance comme le CDF doivent pouvoir faire leur travail, surtout dans des affaires de cette envergure. Dans une démocratie qui fonctionne, l'organe qui reçoit le rapport, dans le cas présent le DDPS, devrait accuser réception du rapport et devrait prendre position sérieusement à ce propos. Après tout, c'est exactement ce qu'a demandé le CDF à Armasuisse, l'organe en charge de l'acquisition.

POSER DES QUESTIONS FAIT DE VOUS UN ENNEMI

La réaction d'Armasuisse était plus que surprenante. Au lieu d'entrer dans une discussion sérieuse sur le fond, Armasuisse a décidé de remettre en question la crédibilité du CDF. Armasuisse le met en garde en disant que ceux qui ne connaissent pas le projet en détail pourraient obtenir une image faussée en lisant le rapport de l'organe de contrôle. Et ils en re-

mettent une couche : le responsable de projet a accusé le CDF de mettre en danger la population. Armasuisse tente ainsi de distraire l'attention du véritable problème, à savoir le manque de transparence en ce qui concerne les coûts d'acquisition et d'exploitation, et préfère saper la crédibilité du CDF. Le fait qu'Armasuisse traite le CDF de menace pour la sécurité de la population n'est pas professionnel et plus que problématique démocratiquement parlant. Le CDF est un organe de contrôle et non un adversaire politique. Ici, l'argumentation peut être résumée ainsi : celles et ceux qui ne sont pas d'accord sont des ennemi-e-s. En général, on retrouve ce genre d'argumentaire dans des États dirigés par des populistes. Donald Trump, par exemple, célébrait cette façon d'agir en discréditant ses critiques, en se moquant d'eux et en les mettant en garde sans répondre à leurs arguments.

LA DÉMOCRATIE ? NON, MERCI

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette affaire ? Premièrement : le DDPS semble être prêt à compromettre des processus démocratiques

pour pouvoir acheter les F-35. Deuxièmement : celles et ceux qui pensaient que l'acquisition des avions serait démocratiquement irréprochable se retrouvent déçu-e-s. Troisièmement : celles et ceux qui pensaient que les acquisitions d'armement se font à l'aide de tromperies, d'incohérences et parfois même de mensonges voient leurs craintes confirmées.



Les processus démocratiques semblent être volontiers mis à mal pour cet avion.
Photo : ©Orlando Bassi, Aéroport militaire à Emmen. (unsplash.com)

SCANDALE DES AVIONS DE COMBAT

L'affaire des Mirages

Le 21 juin 1961, le Parlement approuvait l'achat de 100 avions de chasse « Mirage » pour 871 millions de francs. Le 24 avril 1964, le Conseil fédéral a dû demander un crédit supplémentaire de 871 millions de francs auprès des deux chambres. Le scandale que cela a provoqué a eu pour conséquence des démissions et la réduction de la commande de 100 avions de chasse à 57. JOSEF LANG

Le procès-verbal de la séance décisive du Conseil fédéral du 28 février 1964 est très intéressant et d'une actualité brûlante. Le fait que les sept Conseillers fédéraux ont pris la parole souligne l'importance du point « Mirage, acquisition, crédits additionnels ». Le PLR Paul Chaudet, alors chef du Département militaire fédéral (DMF, aujourd'hui DDPS) ouvre la discussion en disant que la situation était embarrassante. Concernant les raisons du dépassement énorme des coûts, Chaudet mentionne tout d'abord l'ajout d'un système électronique différent dont les coûts avaient été fortement sous-estimés. Les avions qui en résulteraient appartiendraient toutefois au haut de gamme. Or, cela implique que les avions puissent être équipés d'armes nucléaires.

« PERFECTIONNISME ET MANIE DE LA POLYVALENCE »

Durant cette séance, le chef catholico-conservateur du Département des finances, le Valaisan Roger Bonvin (PCCS, actuel Centre) note qu'il

s'agit là d'une affaire qui met le Conseil fédéral dans l'embarras. Des manquements avaient été constatés au niveau des méthodes de travail entre le DMF et le Conseil fédéral ainsi qu'entre le Conseil fédéral et les chambres. Le socialiste Willy Spühler, chef du Département de l'énergie et des transports, trouve que la pilule serait très difficile à avaler, mais que dès le premier message au sujet des mirages s'était dessinée une aventure financière. Il ajoute ensuite que si l'on veut toujours avoir le meilleur, on excède automatiquement les coûts. Hans-Peter Tschudi, son collègue de parti et ministre de l'intérieur demande que l'on s'emploie à ralentir les dépenses et faire quelques économies. Traugott Wahlen (PAB, aujourd'hui UDC) s'était engagé l'année précédente pour un renoncement aux armes nucléaires en tant que ministre des Affaires étrangères. Il critique les experts militaires, qui, selon lui, tendent fortement vers le perfectionnisme sans considérer le point de vue des citoyen-ne-s. Hans Schaffner, le ministre de l'Économie, se retient quelque peu,

probablement par respect pour Chaudet, son collègue de parti. Sa critique n'en est que plus juste : le perfectionnisme et la manie de la polyvalence seraient des addictions suisses que l'on trouve partout, pas seulement dans l'armée. Ludwig von Moos (PCCS), le Président de la Confédération, soutient Chaudet, mais a quand même demandé l'examen de mesures d'économie.

Après ces sept prises de parole, le chef du DMF assure, à nouveau, que le groupe de travail en question avait bien présenté les meilleurs avions. Le chef du Département des finances sous-entend alors au sujet des coûts supplémentaires que quelque chose ne colle pas.

« TENDANCIEUX, PEU CONSCIENCIEUX ET PROPRE À INDIURE EN ERREUR »

Le 8 avril 1964, lorsque le projet de message concernant des coûts additionnels des Mirages a été présenté par le DMF, le Département des finances a ajouté une couche en ajoutant un co-rapport. Compte tenu de la progression inquiétante des coûts, Bonvin souligne qu'auparavant, il avait toujours été question d'un modèle d'avion fiable et prêt à être produit en série. Par ailleurs, les documents comporteraient des lacunes importantes et étaient en général trop optimistes. Le ministre des Finances ajoute que le rapport entre l'investissement et le rendement des forces aériennes devient de moins en moins bon. Le ministre valaisan souligne ensuite

que son département a toujours appelé à la retenue dans l'achat des mirages et qu'il a mis en garde contre des erreurs d'appréciation, mais que la situation dépasse toutes les craintes. Ainsi, il termine en notant que son département n'est malheureusement pas en mesure de soutenir le DMF dans cette affaire.

Le Conseil fédéral a ensuite décidé de donner l'aval à un crédit supplémentaire, mais le Parlement ne l'a pas suivi dans cette décision. Pour la première fois dans l'histoire suisse, le parlement a créé une commission d'enquête parlementaire (CEP). Le 1er septembre 1964, le rapport final de cette dernière parvient à une conclusion cinglante : « Le message de 1961 était en partie tendancieux, en partie rédigé de façon peu consciencieuse et, ici et là, en termes véritablement propres à induire en erreur. » Par la suite, le divisionnaire Etienne Primault a été suspendu, et l'EMG Annasohn ainsi que le Conseiller fédéral Chaudet ont démissionné. Par ailleurs, seuls 57 avions ont été acquis, ce qui n'a pas empêché la nécessité d'un crédit supplémentaire de 350 millions.

Une autre conséquence de l'affaire des Mirages était le renforcement de l'indépendance du Contrôle fédéral des finances dans la loi en 1967, ce qui dérange toujours les fanatiques de l'armée. En 2022, finalement, le CDF a été aussi critique envers l'acquisition de nouveaux avions de chasse qu'il aurait dû l'être en 1961 pour le message concernant les Mirages.

UKRAINE

DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

Neige noire

Poutine continue sa politique de destruction environnementale en Ukraine. En visant des centrales nucléaires et des sites industriels, il met en danger la vie de millions de personnes. Or, les personnes vivant en Ukraine ne sont pas les seules à ressentir les conséquences écologiques de la guerre d'agression : l'explosion des prix du pétrole et du gaz ainsi que les récoltes de blé manquantes impactent la vie de personnes dans le monde entier. JONAS KAMPUS

Черный снег над Россией. Заставляет кашлять кровью. В русских-русских реках течет красная вода.

Voilà un extrait de la chanson « Black Snow », sortie en 2019 par le groupe punk Pussy Riot. Ce passage décrit la neige noire en Russie, les gens qui toussent du sang et les rivières qui se colorent en rouge. La couleur des cours d'eau provient des déchets industriels comme le fer, le nickel ou les carburants. En parallèle à cette chanson, le groupe a publié une lettre ouverte à Vladimir Poutine, où il dénonce les dégâts environnementaux dans le nord de la Russie et la persécution de militant·e-s climatiques.

Quand les troupes russes brûlent les champs de blé, comme en ce moment, ce n'est pas la neige, mais la terre qui devient noire. Poutine

perpétue sa politique de la terre brûlée en Ukraine. Dans presque toutes les guerres, la destruction de l'environnement est utilisée comme une arme. La population affectée en souffre pendant longtemps, parfois même pendant des décennies. Des enfants vietnamiens portent toujours des séquelles de l'herbicide Agent Orange utilisé par les États-Unis pendant la guerre au Vietnam. Le président turc Erdogan mise sur la même stratégie depuis des années. En retenant l'eau des grands fleuves Tigre et Euphrate, il empêche l'approvisionnement en eau des personnes vivant au Rojava, au nord-est de la Syrie. L'armée turque brûle également des champs de blé.

Dès le lendemain de l'invasion russe de l'Ukraine, des soldats russes ont été positionnés autour de la centrale nucléaire détruite de Tchernobyl. Entre-temps, ceux-ci ont dû suivre un

traitement médical en Russie contre la forte exposition à des substances radioactives. Le danger d'une escalade causée par l'instrumentalisation des forces de la nature était donc présent dès le début. Durant la première semaine de la guerre, l'armée russe a tiré sur la plus grande centrale nucléaire, peut-être à cause d'une tendance à l'auto-destruction, par insouciance ou par ignorance profonde. Un missile est passé à quelques dizaines de mètres du réacteur. Depuis la prise de la centrale nucléaire par les Russes, celle-ci se trouve sur la ligne de front et les troupes russes la transforment en forteresse. Vladimir Poutine prend ainsi en otage de grandes parties de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient, car une contre-attaque ukrainienne pourrait mener à une deuxième catastrophe de Tchernobyl.

Indépendamment de la durée de la guerre, la population ukrainienne en ressentira les conséquences encore pendant longtemps : cours d'eau et sols pollués, territoires minés, faune et flore détruites. Le ministère ukrainien de l'Environnement recense les crimes environnementaux russes afin de pouvoir les présenter à La Haie. Ce faisant, il créerait un précédent qui aurait probablement des suites pour d'autres guerres comme celle en Syrie ou au Myanmar. Toutefois, la guerre en Ukraine ne cause pas uniquement

des dégâts sur place. L'augmentation des prix qu'elle a provoquée mène à un nouvel engouement pour le fracking aux États-Unis, une industrie que l'on pensait morte et enterrée, et à de nouveaux accords avec des États autoritaires riches en pétrole (Venezuela) ou en gaz (Qatar). Les problèmes environnementaux déjà existants comme les lacs pollués autour du site Azovstal à Marioupol se combinent avec la crise climatique qui s'accroît pour donner un mélange explosif dans la situation de guerre que connaît l'Ukraine en ce moment.

Toutes ces crises nécessitent des réponses communes. Il est du devoir du GSSA de s'engager pour une interdiction du commerce de pétrole et de gaz avec la Russie, de promouvoir une reconstruction écologique de l'Ukraine et de soutenir la résistance russe, en particulier le mouvement écologiste. Ainsi, nous pourrions faire en sorte que la neige continue de tomber en Russie et en Ukraine, et qu'elle soit à nouveau blanche et plus noire ou rouge.

Infrastructures détruites et nature en souffrance à Kiev. Photo : Аня Усцінаў (www.pexels.com)



INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Aider ou profiter ?

Peu de guerres ont suscité la vague de solidarité occidentale qu'a connue l'Ukraine après le 24 février. Tout le monde voulait aider et politiquement, le consensus était rapidement là: le matériel de guerre est un des objets de première nécessité dans une guerre. L'armement renforcé, au-delà des pays en guerre, semble déjà avoir fait des gagnants. Qui profite donc de la mort ? Les chiffres actuels nous montrent une image assez claire. VANESSA BIERI

Le fait que les entreprises d'armement profitent des guerres et des conflits n'est un secret pour personne. Lors de la publication des statistiques annuelles d'exportations d'armes, on nous dit toujours que le matériel de guerre suisse n'est pas livré dans des pays en guerre et qu'il n'est utilisé qu'à des fins d'entraînement ou de sécurité. Or, on retrouve régulièrement des armes et du matériel suisse dans des zones de guerre. L'année dernière, par exemple, des

bombes, des torpilles, des missiles et des engins volants d'une valeur de 2,6 millions de francs ont été livrés à la Turquie. Celle-ci vient d'attaquer à nouveau des territoires kurdes – peut-être aussi avec des armes suisses ?

LES ARMES REMPLACENT LES PREMIERS SECOURS

La guerre en Ukraine a fondamentalement transformé la discussion autour des armes. D'une

part parce que, dans notre perception, cette guerre est plus proche que d'autres. D'autre part, parce que cette guerre s'insère mieux que d'autres dans un schéma manichéen. Dès le début, l'occident soutient non seulement l'Ukraine, mais également l'approche selon laquelle la livraison d'armes était la solution. Selon le Kiel Institut für Weltwirtschaft (ndlt : institut de recherche sur l'économie mondiale basé à Kiel), du début de la guerre au 1er juillet, 80,7 milliards d'euros d'aides d'État ont été promis à l'Ukraine, dont seuls 12,9 milliards sont de l'aide humanitaire. L'aide militaire s'élève, elle, à 36,9 milliards. Ce ne sont toutefois pas uniquement les pays en guerre qui misent sur l'armement. Le reste de l'Europe aussi essaie de créer un sentiment de sécurité par les armes, notamment l'Allemagne. Le pays avait déjà discuté de l'augmentation du budget de la Bundeswehr en mai et l'a approuvé en juin. La Suisse suit son voisin et a décidé de lier le budget de l'armée au PIB, ce qui est totalement absurde au vu de la crise climatique et du déficit de l'AVS. L'OTAN, sous l'égide des États-Unis, a décidé d'augmenter sa force de frappe de 40'000 à 300'000 soldats, une décision prise au sommet de l'OTAN à Madrid.

LES GAGNANTS DE LA GUERRE

Cette course aveugle à l'armement ne réjouit pas seulement les fanatiques de l'armée et de la guerre, mais surtout les entreprises d'armement. Les actions de Lockheed Martin, le géant de l'armement américain, ont atteint de nouveaux records après le 24 février, une tendance que suivent les entreprises d'armement européennes. La valeur des titres de Rheinmetall a augmenté de plus de 100% après le début de la guerre, notamment car l'entreprise d'armement

peut profiter des 100 milliards d'«investissements supplémentaires» de l'armée allemande. Un contrat pour la livraison d'armes lourdes d'une valeur de 42 milliards d'euros pourrait être à la clé. Heckler & Koch, le leader mondial dans la vente d'armes de poing a annoncé un bénéfice supplémentaire de 40% en glissement annuel au premier semestre.

La Suisse aussi profite de cette situation. Elle est un pays de prédilection pour les entreprises d'armement. Par conséquent, une partie importante des produits qui contribuent à l'augmentation de l'armement, par exemple chez Rheinmetall, proviennent de Suisse. Thoune et l'Oberland bernois en particulier ont une longue tradition dans le domaine de la production d'armes. C'est là que se trouvent actuellement les sièges sociaux de RUAG et de l'entreprise suédoise Saab. Selon Swissinfo, ces deux entreprises profitent en ce moment des commandes passées par les pays de l'OTAN. En même temps, la Suisse contribue à l'explosion de la demande d'armes en prévoyant elle aussi des achats dans ce domaine. En tête de cette « liste de courses » se trouve le bombardier furtif américain F-35. L'acquisition de celui-ci prolongerait non seulement les profits records de Lockheed Martin, mais elle réduirait également le reste du budget de l'armée en un rien de temps.

UNE CONCLUSION FRUSTRANTE

« Personne ne gagne une guerre » – du moins pas sur le front. Or, économiquement parlant, il existe bien des profiteurs qui gagnent de l'argent grâce à la mort d'autres personnes. Même si nous ne sommes pas unanimes sur d'autres questions, celle-ci est claire : nous ne pouvons pas continuer à soutenir ce système.



Des armes pour l'Ukraine. Photo : ©Foreign Policy

MATÉRIEL DE GUERRE

Les exportations illégales de matériel de guerre vont bon train

Si les exportations d'armes continuent comme au premier semestre, 2022 pourrait être la première année où la vente de machines à tuer rapporterait plus d'un milliard de francs à la Suisse. Grâce à l'initiative correctrice, de nombreuses exportations sont illégales au niveau de la loi, et non plus seulement de l'ordonnance, depuis le 1er mai. LUKAS BÜRGI

Comme toujours, les exportations peuvent être subdivisées en deux catégories. Celles à destination de pays plus ou moins démocratiques, mais qui contribuent à créer ou à prolonger des conflits, et celles qui vous font froid dans le dos lorsque vous pensez aux régimes de non-droit qui sont approvisionnés par la Suisse.

Dans la première catégorie, les livraisons qui ont le plus fait parler d'elles sont celles vers des pays qui ont probablement passé leurs commandes en Suisse pour livrer du matériel de guerre à l'Ukraine. Il est interdit de vendre du matériel de guerre suisse directement à l'Ukraine. Mais il est tout à fait possible que des pays aient donné leur matériel de guerre en provenance d'autres pays à l'Ukraine et qu'ils remplissent à nouveau leurs stocks avec des armes suisses. L'industrie suisse de l'armement profite donc assez directement de la guerre d'agression de Vladimir Poutine.

Il est à craindre que du matériel de guerre suisse soit intégré à d'autres armes à l'étranger pour ensuite être livré à des pays vers lesquels les exportations directes depuis la Suisse seraient interdites. Un canon suisse pourrait être ajouté à un char allemand, par exemple, et ensuite être

livré à l'Ukraine. Pour l'heure, il n'est pas clair si les pays procèdent réellement ainsi, mais l'article 18, alinéa 2 de la loi sur le matériel de guerre autorise explicitement l'exportation de matériel de guerre sans autorisation ou même contrôle, si ce matériel a été intégré à un autre produit auparavant. Les pays qui apparaissent dans les statistiques d'exportation sont ceux qui transforment les armes, donc en règle générale des démocraties riches. Pour beaucoup de personnes, ces exportations semblent donc anodines.

Dans la deuxième catégorie, celles des régimes de non-droit, ce sont l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis (EAU) qui sautent particulièrement aux yeux. C'est ce genre de pays qui étaient dans la ligne de mire de l'initiative correctrice, entrée en vigueur le 1er mai sous forme de contre-projet indirect. Ces deux pays ont des régimes autoritaires, ne disposent pas de liberté d'opinion ou de presse, et exploitent des femmes et des travailleur-euse-s migrant-e-s en les réduisant à l'état de quasi-esclaves. Bref, les deux pays violent gravement et systématiquement les droits humains. Jusqu'en avril, c'était l'ordonnance sur le matériel de

guerre qui interdisait la livraison d'armes à ces pays et depuis mai, il s'agit d'une loi. Les deux pays sont impliqués dans la guerre au Yémen et une participation à un conflit armé interne ou international est une raison explicite d'arrêter toute exportation d'armes vers un pays. Cette disposition était inscrite dans l'ordonnance sur le matériel de guerre et grâce à l'initiative correctrice, elle est désormais dans la loi. En plus des critères d'exclusion explicites, l'alinéa concernant les critères d'autorisation

a comme toile de fond « le maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la stabilité régionale », qui doivent être prises en considération. Dans le cas de l'Arabie saoudite et des EAU, ces principes sont bafoués. Le prochain trimestre nous montrera si le nombre élevé d'exportations vers l'Arabie Saoudite et les EAU étaient des façons de contourner l'initiative correctrice avant son entrée en vigueur ou si le SECO continue d'autoriser ces exportations illégales sur ordre du Conseil fédéral.

Les poches des entreprises d'armement sont pleines. Photo : ©GSSA



INTERNATIONAL

DES PRATIQUES DE RECRUTEMENT CONTRAIRES AUX DROITS HUMAINS DANS LA GUERRE AU YÉMEN

Quand des enfants se battent contre d'autres enfants

Plus de 150'000 personnes tuées, 4 millions de personnes déplacées et 20 millions de personnes dépendantes de l'aide humanitaire. Voici le bilan des sept années de guerre civile au Yémen. Celle-ci a commencé en 2014 lorsque les Houthis, soutenus par l'Iran, ont pris la capitale yéménite de Sanaa et ainsi forcé le gouvernement à s'exiler. Une coalition menée par l'Arabie saoudite lutte depuis début 2015 aux côtés du gouvernement pour que celui-ci reprenne le pouvoir et repousse l'influence iranienne. FABIO BRIANTE

Dans des combats sans merci, des dizaines de milliers de soldats ont été tués, mutilés ou blessés. Pour compenser leurs pertes, les deux parties belligérantes ont commencé à recruter des enfants soldats. Les enfants sont retirés de force à leurs familles pour être formés à tuer au moyen de promesses financières, d'endocinement idéologique, de chantage, de violence et d'enlèvements.

Le nombre réel d'enfants recrutés est inconnu. Selon le ministère yéménite des droits humains, les Houthis auraient recruté environ 30'000 enfants depuis le début de la guerre. Un combattant Houthi de haut rang avait déclaré à Al-Jazeera en 2018 qu'ils avaient recruté 18'000 enfants et les avaient formés au combat. D'après un rapport de l'organisation de défense des droits humains Euro-Med HRM, les rebelles auraient

ouvert 52 camps d'entraînement spécialisés sur la formation d'enfants à partir de 10 ans entre 2018 et 2020.

Le gouvernement yéménite et la coalition arabe font eux aussi combattre et mourir des enfants au front. Déjà sous Ali Abdallah Saleh, l'armée yéménite avait accepté des enfants de moins de quinze ans dans ses rangs. Selon EuroMed HRM, le recrutement des enfants continue malgré la signature de conventions internationales sur la protection des enfants, la plus récente datant de 2018. Par ailleurs, l'armée saoudienne envoie des fillettes et des garçons soudanais-es au Yémen. Selon des informations de l'organisation SOS Village d'enfants, les mercenaires recrutés pour combattre au Yémen proviennent en grande partie de la région du Darfour – parmi eux, des centaines d'enfants.

Jusqu'à présent, plus de 10'200 enfants ont été tués ou mutilés dans la guerre et il n'est pas clair combien d'enfants soldats ont dû y laisser leur vie, tout comme on ne sait pas combien d'entre eux ont été tués ou blessés par un autre

enfant. Si la pression internationale n'augmente pas, les dirigeants continueront malheureusement d'exploiter la situation humanitaire catastrophique et de transformer la misère humaine en capital.



Photo : ©Pixabay, jones814

Quelques réflexions autour du conflit israélo-palestinien

Dernièrement, le conflit israélo-palestinien a fait à nouveau la une des journaux, une escalade de la violence s'est produite et des tirs de bombes et de roquettes ont fait plusieurs victimes parmi les civils palestiniens. Ce que nous ne lisons pas dans les médias, cependant, et surtout depuis le début de la guerre en Ukraine, c'est que des personnes meurent chaque jour. Nous n'entendons parler que d'escalade de violence, mais le conflit est beaucoup plus complexe : ce ne sont pas seulement le Hamas et le Jihad islamique qui se battent contre l'État d'Israël. Des actes de violence sont également perpétrés au sein de la société civile. Mais on retrouve aussi des deux côtés une résistance civile contre les personnes au pouvoir et des initiatives issues de la société civile qui essaient de construire des ponts. Car pour beaucoup, il est clair que la situation ne peut plus durer : les morts, la situation d'approvisionnement des territoires palestiniens, la construction excessive de colonies, les déplacements forcés, les violations systématiques des droits humains - tout cela ne peut pas continuer. Car c'est la population civile qui en souffre le plus. Pour mettre fin à la souffrance, nous devons faire deux choses, à mon avis.

Premièrement, la communauté internationale doit reconnaître qu'Israël a beaucoup plus de pouvoir. Le pays dispose d'une des armées les plus chères et les mieux équipées au monde, il reçoit régulièrement de l'aide financière des États-Unis, importe du matériel de guerre d'Europe et possède lui-même l'une des industries d'armement les plus influentes au monde. Bien entendu, la paix dépend de tous les partis en conflit, mais il serait faux de suggérer que les deux côtés ont le même pouvoir et donc la même responsabilité. La communauté internationale, qui souligne toujours l'importance de la paix, continue de livrer du matériel de guerre et c'est la société civile qui paie nos bénéfices au prix de vies humaines.

Deuxièmement, nous devons accepter qu'une intervention de ce qu'on appelle communément l'Occident n'apporte aucune solution. Des « plans de paix » comme celui proposé par Trump sont contre-productifs. Il est également nocif de constamment partir du principe que la « solution à deux États » est la seule qui vaille. Il ne sert à rien de se concentrer sur une solution qui n'est toujours pas devenue réalité, même après des décennies. Il vaudrait mieux montrer et rechercher d'autres options. Surtout, il faudrait écouter les personnes vivant en Israël et en Palestine et répondre à leurs besoins. C'est la seule façon d'arriver à une paix durable dans la région.

L'ESSOR DE L'OTAN

OTAN, une menace à la paix mondiale

Alors que la guerre en Ukraine semble redonner souffle à l'OTAN, il convient de rappeler que cette organisation impérialiste militaire est en réalité non seulement un frein à la paix mondiale, mais une menace. DAVID RACCAUD

La guerre en Ukraine a braqué les projecteurs sur l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par les puissances occidentales en réponse à la montée en puissance de l'URSS, l'Occident capitaliste a donc élaboré une stratégie pour contenir la propagation de l'idéologie socialiste et l'OTAN en est devenue son instrument militaire.

Conçue comme un partenariat militaire entre les principales nations capitalistes du monde, dirigées par les États-Unis d'Amérique, sous prétexte de « sécurité collective », sa véritable raison d'être était d'encercler l'URSS et d'autres États socialistes d'Europe centrale et orientale.

L'Occident a écrit un récit selon lequel l'Europe occidentale était confrontée à la menace militaire de l'Union soviétique.

Avec la chute de l'URSS au début des années 1990 et l'effondrement d'autres régimes socialistes en Europe centrale et orientale, l'OTAN aurait dû être dissoute. Cela n'a pas été le cas. Elle a été remodelée et étendue pour réaliser les ambitions hégémoniques et impérialistes des États-Unis, cherchant à construire un « nouvel ordre mondial », unipolaire. Presque ironiquement, l'OTAN n'était jamais intervenue militairement de manière formelle, durant la guerre froide, mais elle a commencé après la chute de l'Union soviétique.

Il faut le dire, l'OTAN a fait de la destruction et de l'instabilité sa marque de fabrique et les exemples sont nombreux : plus de 500 civils ont perdu la vie à cause des bombardements à l'aveugle au Kosovo, la guerre en Afghanistan a fait 176'000 morts entre 2001 et 2019, dont plus de 46'000 de ces morts étaient des civils, ou encore l'intervention en Irak menée par les États-Unis a elle fait plus de 1,5 million de morts entre mars 2003 et 2010, dont environ 80 % de civils. Ces quelques chiffres et exemples ne tiennent d'ailleurs pas compte des morts indirectes et ne révèlent pas non plus les ravages causés par les migrations forcées ou l'instabilité géopolitique provoquée par ces conflits.

Depuis la chute de l'URSS, l'OTAN est devenue un instrument pour atteindre les objectifs impérialistes des États-Unis et de l'Occident. L'expansion et l'implication continues de

l'OTAN dans les affaires mondiales sont très clairement une menace pour la paix mondiale.

Au lieu de la « sécurité collective » qu'elle promettait, l'OTAN n'a fait qu'offrir une grave insécurité aux nations opposées aux intérêts américains. Ses besoins et son budget combiné de plus de 1'000 milliard de dollars ont rempli les coffres des entreprises militaro-industrielles, détournant les fonds de programmes sociaux qui pourraient autrement être déployés pour améliorer la vie et les moyens des populations.

Le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine est ancré dans la logique expansionniste de l'alliance militaire. Nous nous opposons sans ambages à la guerre en cours. Elle doit être arrêtée immédiatement et les parties doivent s'engager dans un dialogue. Dans le même temps, il convient de s'interroger sur le coût de l'OTAN pour l'humanité. Pour qu'une paix mondiale puisse voir le jour, l'OTAN doit être dissoute.

JUNTE MILITAIRE AU MYANMAR

La reconnaissance faciale comme arme contre la population

Après le putsch violent contre le gouvernement au Myanmar le 1er février 2021, le commandant en chef de l'armée s'est autoproclamé président et a promis des élections libres à la population. En dissolvant le parlement et en arrêtant violemment des députés, il a toutefois anéanti tous les efforts démocratiques entrepris jusque-là. Depuis, la junte militaire ne fait même plus semblant de vouloir tenir sa promesse cynique. Au lieu de cela, elle a prolongé l'état d'urgence jusqu'en 2023. FABIO BRIANTE

LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DU PAYS

Malgré cette approche brutale, la junte militaire n'a toujours pas réussi à prendre le pouvoir sur tout le pays. Les groupes d'opposition sont composés de minorités ethniques armées et d'une milice populaire, créée en mai 2021, mais également de grandes parties de la population qui protestent pacifiquement. Ils refusent de servir la junte et gardent le mouvement démocratique en vie grâce à de courageuses manifestations. Les moyens de protestation des deux groupes sont très différents, mais pour le gouvernement militaire, les deux types de résistances constituent une menace terroriste. Afin de pouvoir contrôler le pays, l'armée étend continuellement la surveillance de la population. Plusieurs mois déjà avant le putsch, des opérateurs téléphoniques et fournisseurs d'accès à

internet ont reçu l'ordre d'installer des logiciels espions. Ceux-ci permettent au gouvernement d'écouter des conversations téléphoniques, de lire des messages et des courriels, de surveiller le trafic internet et de connaître la position des utilisateur-trice-s.

SURVEILLANCE À LA CHINOISE ?

Désormais, « pour maintenir la paix et protéger la population », l'armée veut installer des technologies de surveillance chinoises dans tout le pays. Les autorités locales obtiennent des caméras à reconnaissance faciale de Dahua, Huawei et Hikvision par l'intermédiaire d'entreprises au Myanmar. Ce sont ces entreprises chinoises qui ont développé les technologies de reconnaissance faciale employées pour persécuter la minorité des Ouïghours.

Nous ne savons pas encore exactement quel logiciel sera utilisé dans les caméras. Toutefois, nous devons craindre que ces projets de « lutte contre le terrorisme » suivent un schéma similaire à celui du Xinjiang. Les informations obtenues par les caméras peuvent être comparées

à des bases de données en temps réel. Puis, à l'aide de l'intelligence artificielle, les systèmes peuvent être entraînés à reconnaître certaines ethnies. Avec le bon logiciel, on peut même déclencher une alarme si une caméra identifie une « personne suspecte ». Les profilages possibles font tout aussi froid dans le dos que le potentiel d'erreurs de ce genre de technologies.

L'OPPOSITION EN DANGER DE MORT

Avec un tel système, l'armée aura à sa disposition un moyen puissant pour identifier et retrouver des individus qu'elle juge dérangeants. Les militant·e·s pro-démocratie peuvent ainsi être pris·es pour cible, tout comme les civils innocents qui étaient simplement au mauvais endroit au mauvais moment. L'exécution de quatre opposants pour « terrorisme » nous montre ce qui peut arriver si l'on est pris dans le collimateur de la pseudojustice de la junte. Plus de cent autres personnes attendent dans le couloir de la mort. Grâce à la technologie chinoise, ce nombre devrait encore fortement augmenter.



Surveillance par la junte militaire. Photo : ©Wikimedia Commons

SUISSE

Des milliards pour l'armée

Début mai, le Conseil national a suivi le souhait de la Commission de la politique de sécurité d'augmenter le budget de l'armée de 2 milliards de francs par an. Ni le Parlement, ni la cheffe du DDPS ne semblaient particulièrement préoccupé·e·s par le fait qu'il s'agit là d'une somme arbitraire et irréaliste qui n'aidera personne. JONAS HEEB

Il n'aura pas fallu une semaine pour que les partis bourgeois réagissent à la guerre d'agression de Vladimir Poutine en exigeant plus d'armes. Cette revendication n'est pas nouvelle pour le PLR et l'UDC. Les politicien·ne·s bourgeois·es utilisent éhontément cette guerre pour atteindre leurs buts politiques et malheureusement, ils y parviennent. En effet, le budget de l'armée devra représenter au moins 1% du PIB à partir de 2030, ce qui correspond à une augmentation de 2 milliards. Cette somme est astronomique, surtout en réalisant qu'elle manquera dans d'autres domaines comme la santé ou la lutte contre le dérèglement climatique. Viola Amherd, ministre de la Défense, qui avait clairement soutenu cette intervention, prétend le contraire. Mais les expert·e·s ne sont pas d'accord et Ueli Maurer, ministre des Finances et ancien ministre de la Défense, a annoncé que cette décision laissera un trou béant dans les finances publiques.

ET POURQUOI ?

Cette décision est donc problématique au niveau financier et moral et, de plus, elle n'aide pas les personnes en Suisse, et encore moins celles vivant en Ukraine. Or, la Suisse disposerait de moyens pour garantir plus de sécurité. Elle pourrait par exemple arrêter de financer le commerce de matières premières russe, qui se fait en grande partie en Suisse et qui finance la guerre de Poutine. Au lieu de cela, nous préférons entrer à l'aveugle dans une course à l'armement, puisque personne ne sait à quelles fins l'argent sera dépensé. Lorsqu'il s'agit de

penses sociales, les bourgeois·es ne veulent pas dépenser un centime de trop, alors que dans le cas présent, personne n'a voulu analyser les besoins et les différentes options. Les partis bourgeois n'ont eu aucun mal à déterminer le montant que l'armée pourrait dépenser en 2030. Par ailleurs, compte tenu des retards, de l'inflation et du matériel inadéquat, l'armée ne s'est pas distinguée comme étant particulièrement douée pour les investissements.

LETTRÉ OUVERTE CONTRE L'ARMEMENT INUTILE

Peu avant que le Conseil des États ne donne lui aussi son aval, le GSSA et une alliance de représentant·e·s du secteur de la culture et des hautes écoles ont publié une lettre ouverte à Viola Amherd. Nous demandons que pas un centime de plus ne soit dépensé pour l'armement supplémentaire inutile et arbitraire de l'armée. Plus de 1500 personnes ont signé notre lettre en l'espace de quelques jours. Bien entendu, elle n'a suscité aucune réaction. Pourtant, nous aurions encore tant de choses à dire. Par exemple, avec ces deux milliards, la Suisse pourrait atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 sans coûts supplémentaires pour la population. Et le PIB n'est pas une base de calcul adéquate pour déterminer le budget de l'armée. Par ailleurs, celle-ci coûte déjà plus à la population qu'il n'y paraît à cause de certaines astuces de la politique financière. Nous reviendrons sur tous ces sujets lorsqu'il s'agira de se serrer la ceinture et que l'armée devra justifier ses investissements ratés.

SRI LANKA

Chute d'un criminel de guerre

Au Sri Lanka, une vague de protestation populaire a provoqué le renversement d'un autocrate qui avait d'abord massacré la minorité tamoule, puis opprimé la majorité singhalaise. JOSEF LANG

Mi-juillet, un mouvement démocratique fort et pacifiste a réussi à renverser le régime autoritaire de la famille Rajapaksa, malgré la répression militaire et policière. La raison principale pour ces protestations était une crise économique dramatique, exacerbée par l'endettement public et le népotisme. Le mouvement a pris de l'ampleur lorsque l'armée et la police ont commencé à user de la violence physique, du gaz lacrymogène et des armes à feu contre les manifestant·e·s pacifiques. Le centre symbolique du mouvement débuté mi-mars était un campement à Colombo. La chute des Rajapaksa était le but premier du mouvement protestataire. Celui-ci atteint, le nouveau président Ranil Wickremesinghe, tout aussi corrompu, a ordonné le démantèlement du campement à Colombo. Les insurgés prennent aujourd'hui un nouvel élan pour un nouveau gouvernement et, surtout, une nouvelle constitution. La victoire sur les Tamil Tigers, qui avaient com-

battu pour la minorité tamoule, avait donné trop de pouvoir aux Rajapaksa. Lors du combat contre les Tamil Tigers, l'armée s'est rendue coupable de graves crimes de guerre. Dans une analyse de 2018, l'ONU avait parlé d'une «étendue effroyable de violences et de maltraitements». Les Tamil Tigers sont eux aussi accusés de violations des droits humains.

Les Singhalais·es, qui avaient soutenu le régime nationaliste, sont aujourd'hui devenu·e·s les victimes de son armée devenue plus forte. À partir de mi-mai, la présence de cette dernière s'était renforcée à tel point que de nombreux protestataires avaient craint une prise de pouvoir de l'armée. La situation au Sri Lanka confirme ce que Karl Marx avait déclaré aux travailleur·euse·s anglais·es au sujet de l'Irlande : « Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ». Friedrich Engels avait ajouté : « Le pouvoir nécessaire à l'oppression des autres se retourne finalement contre l'opresseur ».

PERQUISITIONS CHEZ DES MILITANTS DU CLIMAT

Contester l'armée suisse fait maintenant de vous un terroriste

Après que la section vaudoise de la Grève du Climat a appelé à la grève militaire en 2020, deux de ses militants ont été perquisitionnés par la police fédérale au mois de juin 2021. Le journal 24 heures a publié en juillet dernier un article retraçant le fil de ce que le GSsA voit comme un scandale d'Etat et un danger pour la démocratie. MAXIME WEISSBAUM

Tout commence par Jean-Luc Addor, conseiller national UDC. C'est bien à cause de son entêtement que l'affaire en est devenue une. En effet, le Valaisan a dans un premier temps dénoncé l'appel au refus de servir par la Grève du Climat au Conseil fédéral, qui a estimé qu'aucune intervention n'était nécessaire. M. Addor a alors contacté le Ministère public de la Confédération, qui a lui pris l'information très au sérieux, au point de mobiliser fedpol. Par conséquent, on voit bien qu'il a nécessité une interprétation de la loi bien particulière pour que la perquisition ait pu se faire. La manœuvre était d'autant plus arbi-

traire que c'est la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter et elle seule qui a donné son feu vert au procureur fédéral pour poursuivre le dossier.

L'article du 24 heures détaille également les moyens avec lesquels le service de renseignement a surveillé les militant·e·s, notamment les conversations Whatsapp de la Jeunesse socialiste vaudoise dont fait partie une des personnes incriminées. On apprend que la technologie employée serait la même que celle du FBI. Pourtant, aucune tuerie ou autre crime sordide n'est à déclarer ; seulement une remise en question de l'armée

suisse telle qu'elle se présente actuellement.

Mais alors, quelles sont les revendications de la Grève du climat ? Que l'armée soit modifiée pour devenir davantage éthique, écologique et sociale. On a vu plus dangereux pour la sécurité intérieure. Les patrons de Holcim ou Lonza, plus gros pollueurs suisses à l'heure de la crise climatique, ne craindront jamais une perquisition, eux. Les moyens déployés durant cette enquête montrent bien que les arguments soulevés par les opposants à la LRens et à la MPT, dont le GSsA faisait partie, étaient justes.

Dans les faits, la Grève du Climat a appelé, lorsque le service civil n'est pas une option, à ne pas payer de taxe militaire et à ne pas respecter les ordres de marche. Toutefois, notons que les militant·e·s ont apporté des solutions concrètes et cohérentes comme l'introduction

d'un service climat, c'est-à-dire un développement des affectations pour l'environnement dans le cadre du service civil. En effet, les enjeux de notre temps rendent un tel système absolument essentiel pour la communauté, vertu que l'armée peine à démontrer.

Le GSsA, qui a lui-même appelé à la grève militaire à deux reprises sans être inquiété par les autorités, souhaite fermement dénoncer le traitement disproportionné qu'ont subi les militant·e·s pour le climat. Nous alertons face à ce que nous considérons être un véritable danger pour le bon fonctionnement de notre système démocratique : Les moyens pacifistes de dénonciation politique ne peuvent pas être traités comme du terrorisme et l'armée doit pouvoir être critiquée et attaquée. A Berne, visiblement, on préfère l'intimidation au débat de fond.

Aurevoir et Bienvenue

À la fin du mois d'avril, nous avons dû dire aurevoir à **Moritz Lang**. Après des années de travail au sein du GSsA, son engagement sans faille pour plusieurs gros projets et la gestion de toutes les finances, toute l'équipe du secrétariat regrettera définitivement son départ. S'il y a un nombre incalculable de projets et d'événements pour lesquels nous pourrions le remercier, il convient de mettre un accent sur l'initiative correctrice, laquelle s'est soldée par une vraie victoire en voyant son contre-projet accepté, et pour tous les conseils juridiques précieux qu'il a pu fournir, allant de paire avec sa bonne humeur, en faisant un membre du secrétariat tout autant compétent qu'indispensable.

Quelques mois plus tard, nous avons aussi dû dire aurevoir à **Jonas Kampus**, qui après plus de deux années de travail au secrétariat de Zurich est parti vers d'autres opportunités professionnelles. Son travail acharné contre l'acquisition des nouveaux avions de combat F-35, sa vivacité et son savoir-faire en matière de communication et de travail politique resteront dans l'histoire du GSsA comme un réel exemple d'un travail militant et convaincu pour un monde meilleur. À

tous les deux, nous leur souhaitons de tout cœur une bonne suite, et nous réjouissons de continuer à travailler avec eux par d'autres biais.

Afin de remplacer Moritz, le secrétariat de Berne a eu le plaisir d'accueillir **Fabio Briante**. Fabio vient d'entamer son travail de doctorat en philosophie, et d'ores et déjà ses apports pour un travail politique conséquent sont d'une grande aide. Sa rapidité pour apprendre les subtilités de la gestion des comptes et du travail administratif ne font que le rendre plus agréable en tant que collègue.

Quant au secrétariat de Genève, il a eu le plaisir de s'agrandir au mois de juillet, pour y accueillir **Maxime Weissbaum** ! Ce dernier, fribourgeois, est étudiant en science politique à l'Université de Lausanne et est également coprésident de la Jeunesse socialiste fribourgeoise. Ses compétences d'analyse politique et sa motivation ont d'ores et déjà été accueillies avec plaisir, et nous espérons ainsi renforcer encore d'avantage la présence du GSsA en romandie. C'est donc très réjouie que toute l'équipe du secrétariat souhaite la bienvenue à Fabio et à Maxime !

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: **GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____